Alison K. Smith, *For the Common Good and their Own Well-Being, Social Estates in Imperial Russia*

Alessandro Stanziani

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8239>

DOI : 10.4000/monderusse.8239

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 810-814

ISBN : 978-2-7132-2507-9

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Alessandro Stanziani, « Alison K. Smith, *For the Common Good and their Own Well-Being, Social Estates in Imperial Russia* », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 56/4 | 2015, mis en ligne le 01 octobre 2015, Consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8239> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.8239>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Alison K. Smith, *For the Common Good and their Own Well-Being, Social Estates in Imperial Russia*

Alessandro Stanziani

RÉFÉRENCE

Alison K. SMITH, *For the Common Good and their Own Well-Being, Social Estates in Imperial Russia*, Oxford – New York : Oxford University Press, 2014, 278 p.

- 1 Le débat des années 1980 sur les *soslovija* rentrait dans des discussions plus générales sur les tensions, dans la Russie impériale, entre classifications juridiques et dynamiques socio-économiques. Certains, comme Haimson, soulignaient le décalage entre la persistance des *soslovija* (associés à des conditions statutaires) et l'évolution socio-économique qui, avec l'urbanisation et l'industrialisation, était fondamentalement incompatible avec elles. Ajouté à l'absence d'un véritable régime politique représentatif, ce décalage entre droit et économie aurait été une des causes principales des émeutes révolutionnaires¹.
- 2 En partie, cette orientation se distinguait de celle de Gregory Freeze qui mettait plutôt l'accent, d'une part, sur l'évolution sémantique et sociale des catégories de *čin*, *sostoianie* et *soslovie* et, d'autre part, sur les capacités des acteurs de dépasser ces classifications institutionnelles. La division de la société tsariste en ordres aurait été moins réelle que formelle, les principaux groupes étant en réalité assez poreux (possibilité pour les paysans de travailler en ville, pour les salariés de se déplacer, pour les marchands d'acheter des domaines avec des serfs, etc.)².
- 3 Malgré ces différends, les auteurs partageaient plusieurs points et tout d'abord tombaient d'accord sur l'opposition entre statut juridique et classifications sociales. Suivant cette perspective, il existerait d'une part des régimes statutaires, le plus souvent qualifiés d'ancien régime, et d'autre part des sociétés fondées sur le contrat et

le mérite. De ce point de vue, la Russie tsariste et la France de l'Ancien Régime allaient ensemble tout en s'opposant aux sociétés capitalistes fondées sur l'ordre contractuel et marchand³.

- 4 Appliquée à la Russie, cette orientation confirmait l'opposition classique entre État et société. Les classifications institutionnelles et juridiques auraient exprimé la nature de l'autocratie, avec une séparation nette entre l'État et la société civile. En même temps, il vaut la peine de rappeler que dans ces analyses classiques l'État était présenté comme omniprésent, étouffant et en même temps faible, inefficace et incapable de contrôler véritablement la société.
- 5 Sur le plan méthodologique, le débat sur l'ordre juridique russe renvoie à une discussion plus générale en histoire et dans les sciences sociales sur l'identification et la classification des groupes sociaux. La question sous-jacente au débat des années 1980 était celle de la pertinence des classifications marxistes en classes. Haimson critiquait la validité de ces classifications pour la Russie du tournant du siècle qui était selon lui plus arriérée que Lenin ne l'affirmait. Freeze et en partie Confino apportaient une critique plus radicale : ce n'était pas seulement un problème de validation empirique, mais de validité plus générale de la notion marxiste de classe, difficile à appliquer non seulement à la Russie du tournant du XIX^e et du XX^e siècle, mais aussi à toute autre société.
- 6 Cependant, comme se demandait Confino, une fois critiquée la notion de classe (qu'elle vienne de Lenin, de l'historiographie soviétique ou de Haimson) et celle de *soslovie* (considérée comme une invention historiographique tardive, selon Freeze), comment étudier la société russe dans son développement historique ?
- 7 À partir de la fin des années 1980 et encore plus pendant la décennie suivante, l'opposition entre droit et société, entre histoire vue d'en haut et histoire « d'en bas » a été développée suivant une perspective nouvelle. Les analyses de Hoch sur le servage⁴ et de Wirtschafter sur les *raznočincy* et plus généralement sur les groupes sociaux constituent deux des meilleurs exemples de cette orientation⁵. Plus récemment, un numéro spécial des *Cahiers du monde russe* invitait plusieurs auteurs, dont Confino et Alison Smith à revenir sur ce débat.⁶
- 8 En même temps, au-delà de ces différends importants, ces orientations opposent toujours la société à l'État, la dynamique d'en bas à celle d'en haut. La souplesse éventuelle vient du contournement des normes plutôt que de leur appropriation. Ainsi, les paysans se rendent en ville où ils pratiquent le commerce au-delà des limites fixées par l'État et les municipalités ; la séparation entre la société et l'État demeure à l'arrière-plan de ces travaux.
- 9 L'ouvrage d'Alison Smith constitue dès lors une avancée importante de tous ces points de vue ; l'auteure met plutôt l'accent sur la fragmentation et l'interpénétration entre société et État et, à partir de là, sur le processus d'appropriation des normes par les acteurs quels qu'ils soient : femmes, paysans ou membres de différents groupes urbains. Ces acteurs essaient d'une manière ou d'une autre non seulement de résister, comme le voulait l'approche opposant l'État à la société, mais aussi d'utiliser les classifications institutionnelles à leur avantage. Cette perspective suggère un continuum et une relation dynamique complexe entre la société et l'État, plutôt qu'une opposition entre deux blocs monolithiques.

- 10 Le premier chapitre distingue clairement les multiples significations des *soslovija* dans les textes de loi – à partir du *Uloženie* de 1649 –, puis chez les principaux interprètes, juristes, politiciens, acteurs sociaux. A. Smith distingue le *soslovie* en tant qu'ensemble d'obligations, du *soslovie* en tant qu'opportunité (d'avoir accès à la terre, ou bien au commerce, etc.), appartenance (*belonging*) à un groupe social, un lieu, une institution (commune agraire, ville, etc.) ou encore source de hiérarchie et inégalité. À partir des sources d'archive, A. Smith quantifie les changements de statut dans certaines villes et régions, par exemple à Moscou, entre 1795 et 1850. Elle fournit aussi, page 40, un tableau récapitulatif du pourcentage des nouvelles entrées dans la catégorie des marchands entre 1804 et 1913.
- 11 Le deuxième chapitre est également d'un très grand intérêt puisqu'il détaille les tensions entre les standards juridiques et les pratiques administratives locales tout au long du XVIII^e siècle. Les pétitions des acteurs voulant changer ou garder leur *soslovie*, les décisions des magistrats, du Sénat et autres autorités compétentes sont détaillées et permettent de sortir de manière définitive de l'opposition entre l'État et la société.
- 12 Le troisième chapitre, qui porte comme tous les suivants sur le XIX^e siècle, tient néanmoins à préciser les pouvoirs différents des acteurs concernés : contrairement aux idées conventionnelles, les acteurs avaient le droit de changer leur *soslovie* et de choisir ; cependant, l'administration avait le droit de refuser. Ces différends éventuels se traduisaient tantôt en pétitions et procès, tantôt en accords, voire connivence entre administration locale et acteurs concernés.
- 13 Le quatrième chapitre passe à une prise de vue plus large et discute des relations entre individus et communautés : désir de changer de *soslovie*, réactions des communautés concernées, issues de ces litiges sont détaillés.
- 14 Le cinquième chapitre entre dans le vif de la polémique entre Rieber, Haimson et Confino et essaie d'évaluer la transformation des *soslovija* après les réformes des années 1860. L'auteure reconnaît le changement fondamental apporté par l'abolition du servage ; cependant elle évoque aussi les continuités : d'une part, les réformes adoptées au cours des décennies précédentes et, d'autre part, les limites (légal, institutionnelles et sociales) à la mobilité jusqu'à la Première Guerre mondiale. Dans ce cadre, la redéfinition du système fiscal joue un rôle essentiel : sa réforme, difficultés et limites sont bien étudiées.
- 15 Le complément à ces éléments est donné par l'évolution de la responsabilité collective, objet du sixième chapitre. L'ambiguïté de cet élément – qui est fiscalement responsable, l'individu, le foyer ou la collectivité ? – influence de manière considérable l'évolution des *soslovija* et de la société russe dans son ensemble après les grandes réformes. En effet, pendant plusieurs décennies, le ministère des Finances, celui de l'Intérieur, tout comme les *zemstva* et de nombreux économistes se demandent si la responsabilité fiscale est individuelle, familiale, par ménage (cas fréquent surtout dans les campagnes avec des unités économiques et sociales organisées autour de la famille élargie) ou encore si c'est à la commune que revient de payer les impôts de ses membres. Les solutions changent au fil du temps ; chacune implique une relation différente entre dépenses publiques et recettes et distribution des unes et des autres.
- 16 Le dernier chapitre trace des histoires de vie de marchands et paysans du XIX^e siècle dans leur usage, appropriation, résistance vis-à-vis des *soslovija*. De manière tout à fait caractéristique sur le plan méthodologique, Smith donne à ce chapitre le titre de

« *Soslovie in Context* », renversant radicalement la relation entre contexte et histoire propre à l'histoire sociale et politique des années 1980-1990. Cette fois, la mise en contexte se fait par des biographies d'acteurs quelconques reconstruites dans les archives.

- 17 C'est précisément le fait de mettre à l'avant cette complexité qui fait la réussite de cet ouvrage qui dépasse les autres travaux sur ce sujet en évitant d'entrer dans des considérations implicitement normatives sur la rigidité de la Russie ou sur les « contradictions » entre droit et sociétés, politique et économie. L'auteure mobilise des archives locales et centrales ; par ce biais, l'ouvrage apporte une base empirique solide à des arguments qui étaient jusqu'alors avancés à partir de considérations générales (importance réelle ou formelle des *soslovija*, dynamiques sociales, possibilité de changer de *soslovie*, etc.).
- 18 Bien entendu, une fois admis ces principes généraux, la possibilité concrète qu'avaient les acteurs de s'appropriier des normes dépendaient du lieu, de l'époque et du groupe concerné. C'est là où l'ouvrage présente des lacunes importantes. Ainsi, les possibilités d'action des femmes nobles de s'appropriier des normes en matière d'héritage conçues pour leurs époux ne sont pas les mêmes que celles des nomades bachkirs ou des paysans de la Volga, à leur tour différentes de celles des divers échelons de l'administration. L'évolution des formes classificatoires et donc de l'interaction entre droit et société n'est pas forcément la même pour les différents groupes et parties de l'Empire. Ce dernier, d'ailleurs, est singulièrement absent du livre : c'est comme si les classifications en *soslovija* et les relations entre groupement institutionnel et groupes sociaux ne concernaient que les Russes, alors que cet élément était central dans la construction impériale, et cette dernière influençait en retour l'évolution des *soslovija* en Russie européenne et pour les Russes.
- 19 De même, aucun chapitre ne pose la question de savoir pourquoi des classifications sont adoptées plutôt que d'autres ? Pourquoi certaines *soslovija* sont mieux acceptées que d'autres ?
- 20 Il est également surprenant que la conclusion générale se résume à trois pages d'observations génériques. Le principal argument est que les *soslovija* n'étaient pas juste une invention de l'État, imposée par en haut, mais aussi un instrument vital, en évolution constante et parfois même « révolutionnaire » (propos répété dans l'introduction et dans la conclusion). Certes. Mais à ce niveau de généralité, cette affirmation est vraie pour toute institution juridique, sociale ou économique, en tout temps et en tout lieu. Qu'il s'agisse du libre marché, des ordres d'ancien régime en Europe, de l'esclavage, etc., désormais nous savons parfaitement bien qu'institutions, normes et dynamiques sociales s'imbriquent et interagissent. C'est à partir de là qu'il faut commencer à raisonner et comprendre pourquoi telle dynamique historique se différencie d'une autre. L'auteure rappelle (p. 5) que le système des *soslovija* est unique et propre à la Russie. Pourtant, tout son ouvrage montre le contraire et la description finale mentionnée – *soslovie* mélange d'institutions et appropriation sociale – est tellement large qu'il serait absurde de le qualifier de spécificité russe !
- 21 Ceci ne signifie pas que les *soslovija* ne soient pas différents, par exemple, des classifications par statut juridique au sein des économies de marché occidental à la même époque. Cependant, il faudrait aller au-delà de la simple évocation de l'unicité et préciser en quoi cette différence réside. Certainement pas dans « l'ouverture et la fermeture », la coexistence de rigidité et flexibilité ; encore moins dans la persistance

d'ordres statutaires au sein d'économies de plus en plus marchandes, aux ^{XIX}^e et ^{XX}^e siècles. Cet ouvrage offre une bonne base de départ : grâce à Alison Smith, nous savons maintenant comment les *soslovija* fonctionnaient au ^{XIX}^e siècle, il importe désormais de chercher à comprendre le pourquoi.

NOTES

1. – Leopold Haimson, « Social identities in Early 20th century Russia », *Slavic Review*, 47, 1988, p. 1-21.
 2. Gregory Freeze, « The soslovie (estate) paradigm and Russian social history », *The American Historical Review*, 91 (1), 1986, p. 11-36.
 3. Alfred Rieber, « The Sedimentary Society », *Russian History* 16 (2-4), 1989, p. 353-376. Sur cette comparaison entre classifications sociales et statutaires au ^{XVIII}^e, ^{XIX}^e et ^{XX}^e siècle, voir *International review of social history*, 54 (4), 2009, numéro thématique *Bonded Labour in a Global Perspective*, en particulier l'Introduction : Alessandro Stanziani, « Labour Institutions in a Global Perspective », p. 351-358.
 4. Steven Hoch, *Serfdom and Social Control in Russia : Petrovskoe, a Village in Tambov*, Chicago : University of Chicago Press, 1986.
 5. Elise Kimerling Wirtschafter, *Structures of Society : Imperial Russia's "People of Various Ranks"*, DeKalb : University of Illinois Press, 1994 ; Elise Kimerling Wirtschafter, *Social Identity in Imperial Russia*, DeKalb : University of Illinois Press, 1997.
 6. *Cahiers du monde russe*, 51 (2-3), 2010, « Dynamiques sociales et classifications juridiques dans l'Empire russe ».
-

AUTEURS

ALESSANDRO STANZIANI

CRH, CNRS